

De la peur du noir au désir du nucléaire ?

La menace de black-out a fait grand bruit à l'entrée de l'hiver et nous est rappelée quotidiennement via la campagne « OffOn »¹. Pourquoi tant de communication ? Comment un tel risque de pénurie d'électricité a-t-il pu se profiler dans notre pays super équipé ? Y a-t-il eu manque de prévoyance ? Par trop de « croyance » dans la production d'électricité par le nucléaire ?

Cette situation ne nous confronte-t-elle justement pas à une des limites de cette technologie ? En effet, reposant sur quelques super grosses unités de production, sa marge de manœuvre est réduite en cas d'arrêts successifs de réacteurs. Pourquoi notre pays dépend-il encore autant du nucléaire alors que, voici douze années, on en votait sa sortie à terme (loi du 31/1/2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité) ? Qu'a-t-il été planifié depuis pour développer un autre réseau de production d'électricité, alternatif au nucléaire et faible en émissions de CO₂ ? A qui profite notamment la fermeture de centrales au gaz dont la souplesse de fonctionnement en aurait fait sans doute une bonne technologie d'appoint dans la situation qui nous occupe ? ...

Mais au fond de quel risque parle-t-on ? Quelle est la probabilité de black-out ? Face à la controverse sur la mesure de ce risque, qui croire ? Quelles sont les conséquences d'un délestage ? On parle de coupures contrôlées, annoncées au préalable, de une à trois heures maximum, dans des zones délimitées et évitant les lieux les plus fragilisés. Est-ce grave ? Pour qui ?

N'entretient-on pas un climat d'insécurité quelque peu exagéré ? La communication est très présente, comme par exemple la météo de l'électricité, quotidienne, à la radio. Voilà une belle campagne de promotion en faveur du nucléaire. Un moment opportun pour voter une prolongation. C'est fait ou presque (la prolongation de Doel 1 et 2 pour une période de dix ans a été décidée en décembre dernier, mais elle doit encore être confirmée par l'AFCN - Agence fédérale de contrôle nucléaire). Cela ira-t-il jusqu'à investir dans de nouveaux réacteurs ? A surveiller.

On a beaucoup parlé de la dette wallonne générée par le photovoltaïque, ou du « plan éolien » qui a effrayé certains citoyens mais, alors que les réacteurs nucléaires fermaient les uns après les autres pour cause d'avaries, c'est le black-out qui a effrayé les médias, plus que le risque nucléaire. N'est-il pas interpellant que la peur d'un black-out, aux conséquences somme toute peu graves, soit beaucoup plus mobilisatrice que celle, bien plus dramatique, d'un risque d'accident nucléaire et celle à très long terme (!) des déchets nucléaires ? Les probabilités ne sont pas nulles - l'histoire nous l'a confirmé plus d'une fois - et les récents incidents ne le contredisent pas.

Mais l'évènement a pour effet favorable de nous rappeler la valeur de l'énergie, singulièrement de l'électricité. Il met en avant notre dépendance face au nucléaire, et les enjeux géostratégiques au-delà de nos frontières. Dans la foulée, les ménages sont mis à contribution et invités à réduire et à réguler leurs consommations électriques. Et ça marche. Pourquoi pas toujours ? D'autant plus si on s'orientait, vraiment, vers d'autres modes de production électrique. Nous n'aurons de cesse de nous interroger sur nos choix énergétiques, ceux de notre pays, de notre région, de notre commune... et de l'Union européenne. Sur la place du court et du long terme, sur celle des entreprises privées dans ce secteur si sensible, sur la répartition des bénéfices, les modes de consommation et de production, sur la responsabilité, sur la fiabilité des technologies, le pétrole pas cher, les gaz de schiste ou de houille, la crise du photovoltaïque...

Débattons-en et apprenons à en débattre. Une pratique collective cruciale à développer en tous lieux à l'ère de l'information et dans le monde de plus en plus complexe dans lequel nous vivons.

Joëlle VAN DEN BERG
Secrétaire générale du Réseau IDée

¹ Campagne de sensibilisation conçue par le SPF Economie, le gestionnaire du réseau électrique belge Elia et le Centre de crise du SPF Intérieur, invitant les citoyens à agir pour éviter le risque de pénurie d'électricité : www.offon.be

